

DA PER NOI



Nutiziale ufficiale di Core in Fronte – Annu 2026

N° 31 – Marzu

ATTUALITÀ A L'ACCORTA PULITICA INTERNAZIONALE CULTURA SPORTU



VITTORIA!

Cap'Articulu

A SCELTA PRIURITARIA DI U MUVIMENTU NAZIUNALI

Cap'articulu

A scelta priuritaria di u
muvimentu nazionali 2

Pulitica

Municipale 2026 : a scelta
patriottica 3

Ricardu

Petru Alessandri, un an
déjà... 4

Spiciali « Ottu di marzu »

L'Ottu di marzu, ghjurnata
internazionali di i dritti
di i donni 5

Intervista

Alata tarra viva e merri
stortu... 7

Sociali

Pauvres utiles, société fragile :
Pas d'émancipation sans justice
sociale 9

Internazionali

Une guerre légitime ? 10

Vers une solution politique pour le
peuple sahraoui ? 11

Litteratura

Léo Micheli,
un homme libre 12

Umaghju

Lionel Jospin, l'omu
di Matignon 13

Dolu

..... 14

Ultima paghjina

Libartà pà Stefanu Ori! 15

L'alizzioni municipali sò stati u mumentu puliticu par situà à chi ni hè u Muvimentu Naziunali.

Par a maiò parti, nant'à l'insempu di u paese, sò stati missi in ballu dimarchji di novi converghjenzi, dimustrandu a scelta patriottica di l'organizzazioni indipendentisti e autonomisti, è altri accolti chi erani d'accusentu.

Core In Fronte ha fattu soia sta scelta. S'iscrive in a so strategia di strappà cundizioni di tappa di subranità nazionali e pupulari. S'iscrive in a so strategia di i fundamenti di l'unioni. Hè par via d'issa dicisioni ch'iddu ha participatu à l'alizzioni ligislativi (2024) in tutali chjarezza pulitica par fà fronti à i nemichi di u Populu Corsu.

Altri hani fattu altri scelti è ancu scelti cuntrari à sti fundamenti. Comu l'ha musciata a dirizzioni attuali di u Partitu di a Nazione Corsa chi oramai s'arremba di manera dicumplissata à a dritta tradiziunali pro francesa. Ci sò stati dinò in certi cità, attitudini similari d'uni pochi di u partitu di « Nazioni » quandu mond'altri di i sò militanti hani fattu soia sta scelta patriottica...

Oramai, tinendu contu di sti fatti pricisi, s'aspettani chjarificazioni chi pudariani parmetta un novu rinforzu di u Muvimentu Naziunali, lacchendu

d'accantu stu requisitu ideologicu, strada senza sboccu pulitica chi servi u sistema francesu e i so rappresentanti. Piu che mai, a scelta patriottica, à malgradu i cultiddati, ha musciatu nant'à a maiò parti di i cumuni a sò arradichera. Parchi un si pò cusi indibuli stu stintu storicu chi purtemu da anni e anni. À tempu l'avinamenti da vena dipendari di tutti sti sforzi cunghjucati di sta lotta concertata e cumuna.

D'altrondi tocca dinò à Core In Fronte d'aghjustà a so strategia indipendentista par accrescia e adattà à u vintunesimu seculu a lotta di libarazioni nazionali. Ramintaraghju apposta ciò ch'iddu dicia tandu u Fronti di Libarazioni Naziunali storicu à l'uccasioni di i ghjurnati di Corti d'austu di u 1991 : « C'est parce que le Mouvement National est apparu, et a été perçu, comme le seul susceptible de sortir la Corse de l'ornière, qu'il a été, et est encore, la cible de coups bas assénés de l'intérieur et de l'extérieur. »

Una sana parola da rifletta bè e supratuttu d'attualità in stu cuntestu puliticu impruntatu da un novu scurantissimu neopopulistu è da una nova « Corse Française et Républicaine » piatta sutt'à un apparenza rigiunalista.

■ OLIVIERU SAULI

TRIBUNA LIBARA

Pà una Tribuna libara,
mandate a vostra cutribuzione à st'indirizzu :

dpn.tribunalibara@gmail.com

*cutribuzione (5000 signi mass.)

MUNICIPALE 2026 : A SCELTA PATRIOTTICA

Core in Fronte a engagé ce rendez-vous démocratique pour des élections locales où l'on doit mettre en œuvre des projets concrets au plus près des citoyens, tout en veillant à la cause générale du peuple corse : logements pour les Corses, politique sociale, défense de la terre, de la culture, des services publics, attractivité économique, droit à la santé et à un environnement sain. La liste n'est pas exhaustive. Le pouvoir local est un échelon de reconquête de notre souveraineté. Dans les grandes villes où ces élections ont un intérêt stratégique, depuis des années nous privilégions « A scelta patriottica », par rapport à des choix hasardeux de politiques « attrape-tout ». Pour ces échéances, il semble que nous ayons été écoutés, en particulier face aux menées de l'ancien monde, au raidissement des « bleu blanc rouge » et aux droites-extrêmes des nationalistes français et de leurs ralliés.

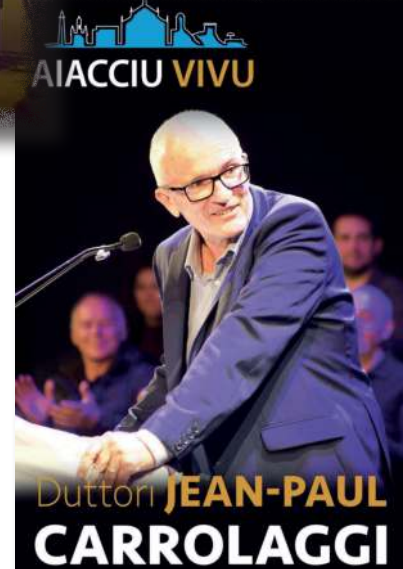
À Ajaccio, la liste Ajaccio Vivu a rassemblé des militants originaires de tous les courants, elle a obtenu au 2^e tour 40,8% des suffrages, et 10 élus dont 2 Core in Fronte. Elle sera un rempart face au pouvoir municipal en place. Cette démarche a bénéficié d'une forte dynamique.

A Bastia, la liste Bastia Inseme menée par le président de l'exécutif s'est située en réponse à notre demande de « recentrage patriotique », elle l'a emporté au second tour avec 44,5% face à une union de toutes les oppositions revanchardes et démagogiques en proximité même avec les tenants d'un discours de haine « anti-arabe ». Il y aura un groupe de 4 élus Core in Fronte dans la majorité municipale.

Dans les deux villes, le courant RN et ralliés prend racine (environ 13% des voix) et doit être pris en compte comme une donnée nouvelle pour le nouveau cycle politique qui s'engage. Notons aussi un petit regain d'une gauche à la française qui en finirait avec son aversion pour le nationalisme corse, avec les candidatures de Via Citadina à Bastia et la personnalité de la tête de liste de la gauche à Ajaccio. Concernant ce nouveau paysage politique, malgré la stabilité apparente, la plupart des observateurs ont relevé que désormais le PNC se situe hors du « mouvement national »

faisant cavalier seul, ou appuyant tout ce qui était opposé aux autres nationalistes. D'une manière plus générale, ces élections ont montré une poussée générale de notre mouvement, son enracinement dans les villages, le périurbain comme à Alata, les petites villes. C'est l'occasion pour de nombreux militants et militantes de compléter notre culture de la revendication avec celle de l'action et de la gestion. Nous notons donc en particulier la victoire au premier tour de Battì Arena, notre ancien élu territorial devenu président de la Chambre d'Agriculture à Patrimoniu et celle de Jean Noël Profizi (élu territorial) à Serra di Fiumorbu. Nous saluons la campagne de Pierre-François Bascoul à l'Isula, l'investissement de nos militants dans une liste d'opposition avec d'autres nationalistes à Portivechju, ainsi que tous nos élus et toutes nos élues du rural.

L'évènement marquant de ces municipales, c'est bien sûr la victoire de Paul-Félix Benedetti, président du groupe Core in Fronte, à Sartène avec 54,8% des voix (1.368 voix) contre son concurrent libéral avec 1126 voix. Une victoire nette et inédite. Celle d'un homme et d'une méthode, une liste plurielle au niveau politique, regroupant des compétences pour engager le renouveau de Sartène.



Un maire indépendantiste pour une petite ville corse, c'est un évènement politique majeur qui va retentir au niveau de l'Etat français et même au niveau international.

Les perspectives sont maintenant d'être au travail pour les Corses et de refuser toute institutionnalisation de nos élus, nous restons des militants et des militantes. Concernant les suites politiques : Hélène Beretti, deuxième de la liste Bastia Inseme, a répondu ainsi à une question d'une journaliste sur la possibilité d'alliance sur ce modèle municipal aux futures territoriales : « Aujourd'hui il n'est pas question d'alliance large. Core in Fronte conserve son identité politique et la conservera aux territoriales. » Rcfm 23/03/2026. A lotta cuntinueghja !

■ GD

UN AN DÉJÀ...

À l'initiative de « Via Campagnola », un rassemblement de plusieurs centaines de personnes a été organisé devant les grilles de la Préfecture française d'Ajaccio. L'objectif était ici de rendre hommage à un agriculteur syndicaliste, Pierre Alessandri, lâchement assassiné il y a un an déjà.



Photos Via Campagnola



Cette forte et chaleureuse présence humaine, particulièrement pour la famille Alessandri également présente, démontre avec détermination le besoin de justice et de vérité. Car il est vrai que dans le contexte historique que connaît la Corse, dans son rapport « dominant-dominé » avec la France, avec pour ce nouveau siècle l'épreuve d'une « mafiosisation » tentaculaire qui désormais se déploie partout et à tout niveau, pourvu qu'elle engrange pouvoir et bénéfices, les assassinats se multiplient au même titre que certains attentats ciblés. Une multiplication sinon une surenchère meurtrière avec parfois une connotation politique qui n'échappe à personne...

Pierre Alessandri dérangeait fortement. Par son implication et ses prises de position, particulièrement pour défendre un secteur productif et foncier, objet de toutes les convoitises spéculatives. Si une voix s'est tue, d'autres ont pris le relais, affirmant sans peur aucune, une présence et une détermination face à des ennemis qui n'ont que faire de la Corse. C'est dans ce sens que plusieurs d'entre elles se sont faites entendre le jour de ce rassemblement organisé mardi 17 mars à Aiacciu, rappelant également le besoin de justice et une franche opposition à la mafia. Reste l'appareil judiciaire français dont on ne connaît que trop l'inféodation au système en place et qui dans le

cas précis de Pierre Alessandri, n'a pas encore affiché un quelconque résultat sur l'enquête en cours. À l'image de tous ces nombreux crimes ou tentatives, particulièrement irrésolus, lorsqu'ils touchent précisément des militants politiques et syndicalistes corses... La terre corse est menacée par le détournement foncier, la spéculation et la déprédation. Le sang n'a que trop coulé, pour avoir dit « non » à tous ces agissements, mais la résistance citoyenne doit continuer, sans laquelle, rien ne pourra se faire, ni s'obtenir. C'est véritablement cette dernière qui aura raison du péril mafieux, de ses appendices et de cette politique mortifère dirigée par un État qui demeure colonial par sa nature et dans ses intentions.

■ DPN

L'OTTU DI MARZU, GHJURNATA INTERNAZIUNALI DI I DRIITI DI I DONNI

« Hè a donna chì faci l'omu ».

Ogni annu, si fistighjghja a ghjurnata internaziunali di a donna. Quist'annu u mottu internaziunali era : « Invistisci in i donni, accilirà u ritmu ». In Corsica parechji associ è furmazioni hani urganizatu cunfaranzi è attelli, particularmenti nant'à u rolu di i donni imprisarii è u rolu di i donni in a trasmissioni di a lingua corsa.

Evoluzioni sucitali e dritti

Sottulinia sta ghjurnata hè dinò ramintà in u quadru di l'evoluzioni sucitali, chì ci hè vulsutu seculi è seculi par fà valè i dritti di i donni. Ancu oghji si pò di chì in parechji lochi di u mondu sti dritti, par raghjoni pulitichi, rilighiosi è culturali sò sprizzati. E i sucità di u spaziu europeu ùn poni essa missi da cantu à malgradu passi francati uttinuti da lotti è mubilizzazioni. Specificamenti in u mondu di u travaddu è di i salariati.

Un pocu di storia

Par mimoria a prima ghjurnata nazional di a donna s'inizia u 28 di frivaghju di u 1909, dop'à a chjamata di u Partitu Sucialistu d'America. In u 1910, à l'uccasioni di a seconda cunfaranza internaziunali di i donni sucialisti in Copenhagen, nasci a pruposta da Clara Zetkin, figura di u movimentu femminista è sucialistu mundiali di crià a ghjurnata annuali par mubilizà i donni. Amica di Rosa Luxembourg, è incù idda, ha fundatu l'organizzazioni rivoluzionaria tedesca, a Liga Spartakista.

Clara Zetkin era una militanti femminista, uppost'à a guerra è antifascista. Tandu u so scopu era di strappà u drittu à vutà è l'ugualità di i dritti à u travaddu. Ci voli à aspittà u mumentu di a rivoluzioni russa, l'ottu di marzu di u 1917, in San Petersburg, in u cuntestu d'un movimentu di disoperu incù u mottu « *pani è paci* » chì purtarà tandu à l'insurizzioni chì parteciparà fr'altru à l'abdicazioni di u Tsar. Par quissa u capu storicu di a rivoluzioni russa, Lenine, pidda l'iniziativa di fà decretu par l'ottu di marzu comu ghjurnata ufficiali di i donni.

Ci voli à aspittà u 1975 par veda l'Organizzazioni di i Nazioni Uniti prclamà l'annata internaziunali di a donna è cilibrà l'ottu di marzu. In u 1977 i Nazioni Uniti piddani una risoluzione ufficiale dumandandu à ogni paesi di cunsacrà una ghjurnata par i dritti di i donni è di a paci internaziunali.

Oghji in u 2026

In u nosciu seculu, i dritti di i donni sò sempri prufanati. Ch'idda sighi par raghjoni pulitichi è rilighiosi, cumu parechji paesi arabi sin'à l'Iranu, l'Afganistanu o u Pacchistanu, è par raghjoni suciali è ecunomici cumu in America sin'à l'Europa, à malgradu tanti mubilizzazioni, à u niveddu mundiali, ci sò sempri i sfarenzi. Si vidi à u niveddu di i paghi incù menu di 20 % par rapportu à l'omini. Si vidi in termini di travaddi dumestichi, chì facini tre volti di più tacchi micca rinunziati (primura di i ziteddi, famidda) che l'omini. Si vidi in rappresantazioni pulitica chì solu 26% di l'accampi parlamentari sò occupati da donni.

Ghjurnata internaziunali di i dritti di i donni



Par conclusioni

I situazioni cambiani da un cuntinenti à l'altru, da un paese à l'altru, d'un sistema à l'altru. Dipendini par maiò parti sempri, ancu si ci sò passi è crisciuti, da i mubilizzazioni è da i lotti. In stu seculu scuru accintuatu da ritorni di guerra imperialista è di neofascismu assurd, ùn possu che creda è purtà sustegnu à tutti sti donni chì, in ogni locu di u mondu risistani par i so dritti, par quiddi di a libertà, par i si populi nigati è par un veru spannamentu suciali è sucitali. E ripiddaraghju, par l'asempiu i paroli di a ghjovana Laura Casanova, chi à tempu d'una situazione aliturali par u Movimentu Naziunali Corsu ha dichjaratu, in u filu di u movimentu di i donni corsi par a causa nazional : « *Parce que ces femmes nous rappellent une chose essentielle : le nationalisme n'est pas seulement une idée politique. C'est une vision du monde et notre rapport à l'autre. C'est un nationalisme d'émancipation. Et une responsabilité envers notre peuple, notre terre et notre avenir. Parce que notre nationalisme, est un nationalisme d'émancipation !* »

■ OLIVIERU SAULI



LA FEMME PORTE L'AVENIR DE LA CORSE !

Nous prendrons ici à dessein, au-delà du contexte électoral dans lequel il s'insère, le texte d'une jeune militante et patriote. Ce texte traduit la réalité et l'espoir de cette jeune génération qui continue de s'inscrire avec constance dans cet esprit historique et national conduit par le Mouvement National. En ce mois de mars, symbole des luttes des femmes pour leurs droits, il exprime un discours mettant en valeur avec raison, le rôle et la place des femmes dans ce qui est un combat pour la reconnaissance du Peuple Corse et pour l'émancipation sociale et culturelle.

Notre journal publie ici ce discours, rappelant que bien d'autres ont naturellement toute leur place et véhiculent une même projection.

Dans ces temps obscurs troublés par la résurgence d'un néo-populisme français nauséabond mêlé d'un « corsisme alibi », et allié objectif du système français en Corse, les mots et les paroles

prononcés par cette jeune femme à l'occasion d'un événement électoral majeur pour Aïacciu et pour la Corse, résonnent d'espérance et d'épanouissement. Pour que vive la Nation Corse.



DISCOURS DE LAURA CASANOVA À AIACCIU – 12 MARS 2026 – « AIACCIU VIVU »

Care è cari tutti,

Sò veramente felice sta sera di vede sta sala carca. Carca d'amichi, carca di nazionalisti... ma soprattutto carca d'Aiaccini. C'est la première fois pour moi que je me présente en tant que candidate dans une élection. Et je mesure la chance et l'honneur de mener cette campagne aux côtés de femmes nationalistes, militantes de toujours. Des femmes qui n'ont jamais compté leurs heures, ni leurs efforts, ni parfois les coups qu'elles ont

pris pour défendre nos idées. Des femmes qui ont porté ce combat avec courage, avec constance et avec fidélité. Dany, Géraldine, Sylvie, Vero, Julia, Davia, Lyvia... è tante altre. A ringraziavi !

Parce qu'elles ont ouvert le chemin, moi aussi je me suis engagée et d'autres le feront demain.

Parce que ces femmes nous rappellent une chose essentielle : le nationalisme n'est pas seulement une idée politique. C'est une vision du monde et notre rapport à l'autre. C'est un nationalisme d'émancipation. Et une responsabilité envers notre peuple, notre terre et notre avenir. Parce que notre nationalisme, est un nationalisme d'émancipation !

Et à leurs côtés, il y a aussi ce qui me rend particulièrement confiante pour l'avenir : noi, a ghjuventù aiaccina.

Une jeunesse ajaccienne qui n'a pas choisi la résignation, mais l'engagement. Un engagement qui continue de s'inscrire dans le droit fil du mouvement national.

Maria Francesca, Florian, Mattea, Robin, Angélique, Chilianu, Marcan, Don Jo... è puru simu qui ! Et à ceux qui pensaient que la jeunesse d'Aiacciu ne se mobilisait que pour la droite, nous sommes là ce soir pour leur prouver qu'ils se trompent. Parce qu'un mouvement politique qui n'a plus sa jeunesse est un mouvement qui s'éteint. Et ce soir, en nous regardant, je sais que le nôtre hè sempre vivu.

Si j'ai choisi la chanson *Generazione* de Cirnese, ce n'est pas un hasard. C'est parce que j'y trouve un écho particulier :

Ma ùn vogliu esse cusi.

Ùn hè per mè issu mondu qui.

Aghju altru à fà è altru à dì.

È un stintu da custudi.

Et au fond, c'est exactement cela qui nous rassemble ce soir. C'est pour cela que je m'engage, aux côtés de ces jeunes.

Parce que notre génération a aussi son mot à dire. Et surtout, beaucoup à faire pour Aïacciu.

Si nous sommes sur cette liste, si nous soutenons ce projet, c'est pour une raison simple : nous refusons la fatalité. Nous refusons le faux choix que certains voudraient imposer aux Ajacciens : la continuité catastrophique de la majorité sortante d'un côté... ou la caricature populiste du Rassemblement National de l'autre.

Nous refusons que l'avenir d'Aiacciu se résume à cela.

Parce que nous portons une autre vision pour cette ville : une ville qui retrouve son âme, sa culture et son identité.

Et pour lui redonner de la vie, il faut d'abord se rappeler qui nous sommes et d'où nous venons. Aiacciu est méditerranéenne. Notre horizon, c'est la Méditerranée. Cette mer qui nous relie à tant de peuples avec lesquels nous partageons une histoire, des cultures et un même destin.

Et c'est cette ouverture au monde, fidèle à notre identité et à nos valeurs, que je veux défendre pour Aiacciu. Il est temps de nous reconnecter pleinement à cet espace qui est le nôtre.

À l'heure où la Méditerranée connaît à nouveau des heures sombres, nous resterons fidèles à ce qui a toujours guidé le mouvement national : la dignité des peuples et la solidarité avec ceux qui luttent encore et toujours pour leur liberté. Alors ayons l'ambition qu'elle mérite : faisons d'Aiacciu une ville ouverte, une ville de culture, une ville de partage, faisons d'Aiacciu une véritable capitale de la Méditerranée.

Un mot tout de même, car je ne peux passer sous silence la présence de l'extrême droite dans cette élection. Je leur dirai simplement ceci : que de leurs idées nauséabondes et d'une société fondée sur le rejet, la haine et le mensonge, nous n'en voulons ni pour Aiacciu, ni pour la Corse, ni pour ailleurs.

Nous ne sommes condamnés ni à répéter les erreurs du passé, ni à continuer sur la voie de celles d'aujourd'hui.

Au contraire, il reste de l'espoir pour Aiacciu.

A nostra storia ùn hè micca compia. È avà hè ora di fà d'Aiacciu, un Aiacciu vivu !

ALATA TARRA VIVA E MERRI STORTU...

On ne présente plus Veronica Pietri, conseillère territoriale indépendantiste de Core In Fronte, également ancienne conseillère municipale du village d'Alata. En décembre dernier, elle quitte ce mandat, fustigeant la politique menée par le maire sortant, Étienne Ferrandi, ainsi que son comportement méprisant et manipulateur. Un comportement poussé au paroxysme, mis en relief à l'occasion de ces dernières élections municipales.



Nous avons demandé à Véronica Pietri de nous donner l'explication d'une telle attitude, sa nature, et son étendue, son incompatibilité enfin avec la notion de démocratie et son exercice au service du bien commun.

■ **DA PER NOI** : Vous étiez conseillère municipale d'Alata à l'occasion de trois mandats successifs. En décembre dernier, vous avez pourtant mis fin à votre mandat municipal. Quels sont les motifs d'une telle initiative ?

■ **Véronique Pietri** : J'ai pris cette décision parce qu'il n'était plus possible, pour moi, d'exercer mon mandat dans des conditions normales. Pendant des années, j'ai essayé de travailler, de proposer, d'apporter. Mais progressivement, le fonctionnement s'est fermé. Le débat n'existait plus, les décisions

étaient prises sans concertation, et toute forme de contradiction était perçue comme une opposition à neutraliser. À partir du moment où un élu ne peut plus agir dans l'intérêt général, rester en place devient une caution. J'ai refusé cette logique.

■ **DPN** : Parallèlement à votre choix politique, c'est aussi le détournement de la gouvernance municipale par le premier magistrat de la commune que vous désignez comme à l'origine de votre résolution. Pourriez-vous nous expliquer ce détournement ?

■ **VP** : Le problème n'était pas une divergence politique classique. Il y avait bien sûr des désaccords de fond, de visions, notamment sur le PLU, qui est un dossier structurant pour l'avenir de la commune. J'ai été très investie sur les premiers travaux de sa révision, en particulier sur la phase de diagnostic. C'est un travail essentiel, parce qu'il conditionne toutes les orientations à venir. Je suis restée longtemps avec l'idée que je pouvais peser, apporter des remarques, faire évoluer les choses de l'intérieur. C'était le sens de mon engagement. Mais progressivement, j'ai constaté que ce n'était pas possible. Le dossier a été repris de manière plus fermée, avec moins de concertation et moins de lisibilité.

Au-delà de ce point précis, j'ai vu s'installer une forme d'immobilisme dans une commune qui est pourtant à un tournant de son développement. Des sujets essentiels n'avancent pas, le patrimoine est négligé, et le dynamisme qui devrait accompagner ces enjeux n'est plus au rendez-vous. C'est là que la question de la gouvernance devient centrale. Une commune ne se gère pas comme un cercle fermé.

Elle doit fonctionner avec des règles, de la transparence, et du respect des élus comme des habitants. Or, ce que j'ai constaté, c'est une personnalisation du pouvoir et une mise à l'écart de ceux qui veulent s'exprimer. Le meilleur exemple en est l'absence de compte-rendu officiel de nos séances, l'absence de procès-verbaux, pourtant obligatoires. Selon moi, quand les décisions ne sont plus expliquées et quand les élus ne sont plus associés, on sort du cadre normal de la démocratie.

■ **DPN** : Pendant la campagne électorale, le maire aurait eu recours à un certain nombre de pressions pour vous empêcher de participer sinon d'impulser une démarche alternative. Pourriez-vous nous en donner des exemples ?

■ **VP** : Oui, et c'est un point important parce que cela ne relève pas d'un ressenti, mais de faits répétés, des pressions sur nos colistiers, des tentatives de dissuasion, et une volonté claire d'installer un climat de peur. Certaines personnes ont été directement visées pour les empêcher de s'engager. D'autres ont subi des attaques publiques, notamment sur les réseaux sociaux, parfois par des personnes liées à la municipalité. On a assisté à une stratégie d'empêchement.

Pire, une colistière, troisième sur notre liste, issue d'une grande famille alataise a été radiée des listes électorales, arbitrairement par le maire, hors délai, créant une situation inédite, la privant de ses droits électoraux.

Il y a eu également du dénigrement constant sur nos capacités dans les médias ou devant les électeurs. Et c'est ce qui a dégradé profondément cette campagne.

■ **DPN** : Avec un ensemble de personnes issues d'Alata, vous avez donc bâti un nouveau programme communal. Pouvez-vous nous en donner les axes essentiels ?

■ **VP** : Notre programme est parti d'un constat simple, la commune n'est plus gérée avec une vision claire. Nous avons travaillé sur des sujets concrets et structurants comme l'assainissement, qui aujourd'hui est largement insuffisant malgré des permis accordés ; l'urbanisation, qui doit être maîtrisée et cohérente ; la gestion des équipements, comme le stade qui n'est plus homologué ; la sécurité, avec l'absence de plan communal de sauvegarde malgré la forte menace incendie ; l'agriculture qui est une richesse sur Alata et qui est totalement niée.

La gestion communale demande également de peser sur les autres institutions comme la Communauté d'agglomération, pour faire avancer les projets structurants, ou sur la Collectivité de Corse. Un projet comme celui du château de la Punta, par exemple, doit être suivi et accompagné sérieusement. Mais, au-delà de ces questions, il y a aussi une méthode : remettre du fonctionnement, de la transparence, et une vraie capacité à traiter les problèmes du quotidien.

■ **DPN** : Est-ce que votre démarche a pour ambition, au-delà d'une conjoncture électorale, de se structurer et de se projeter dans un futur proche ?

■ **VP** : Oui, clairement. Cette démarche ne s'arrête pas à une élection. Elle repose sur quelque chose de plus profond : une équipe, des convictions, et une manière de faire de la politique. Nous avons créé des liens solides pendant cette campagne. Je veux d'ailleurs rendre hommage à cette équipe qui s'est engagée avec sincérité, avec exigence et avec un attachement profond à Alata, à ce que nous sommes collectivement et à l'âme même de notre commune. Nous avons tous la même vision du développement de notre territoire et plus largement de notre terre.

Il y a aussi une attente réelle dans la population. Et surtout, il y a un besoin de renouvellement dans la manière de



Élections municipales
15 et 22 mars 2026



Véronique PIETRI
ALATA, TARRA VIVA

gérer la commune. Nous sommes fiers d'entrer au conseil municipal, nous serons présents en tant qu'opposition, nous suivrons les dossiers, nous continuerons à proposer. Une chose est sûre, ce qui a été engagé ne disparaîtra pas.

■ **DPN** : Plutôt que de répondre sur le fond, la campagne a parfois pris la forme d'attaques personnelles à votre encontre. Que révèle, selon vous, ce type de positionnement ?

■ **VP** : Les électeurs ont tranché, et ce choix doit être respecté. Mais cela ne change pas pour autant la nature de la campagne qui a été menée. Quand le débat quitte le fond pour se déplacer sur les personnes, ce n'est jamais neutre. C'est souvent le signe d'une difficulté à assumer un échange politique clair. Dans mon cas, cela a pris la forme de mises en cause personnelles, de doutes entretenus sur mes compétences et ma légitimité. Et je pense que le fait d'être une femme a facilité ce type d'attaques, parce que ces ressorts existent encore. Mais je ne veux pas réduire cette campagne à cela. Ce que je retiens, c'est qu'une partie importante de la population a adhéré à notre démarche. Il y a eu une écoute, une confiance, et une attente réelle sur les sujets que nous avons portés. Nous les remercions chaleureusement. Et aujourd'hui, le cadre est différent. Nous serons dans l'opposition, avec responsabilité et détermination.

Parce qu'au-delà du résultat, les questions que nous avons posées restent entières.

■ **DPN** : Au-delà de la situation d'Alata, considérez-vous que les questions que vous avez soulevées dépassent le cadre communal ?

Mon engagement local nourrit mon engagement territorial et le renforce. Et c'est vrai aussi dans l'autre sens : mon engagement à l'échelle de la Corse nourrit ma manière d'aborder les enjeux communaux. Ce que nous avons mis en lumière à Alata ne relève pas d'une situation isolée. On retrouve ailleurs les mêmes interrogations sur la gouvernance, sur la maîtrise du développement, sur la capacité à anticiper plutôt qu'à subir. Ces questions dépassent donc le cadre communal, parce qu'elles touchent à la manière dont nos territoires évoluent aujourd'hui en Corse. C'est en articulant ces deux niveaux, le local et le territorial, que l'on peut construire des réponses cohérentes et durables. À titre personnel j'en ressors avec une conviction encore plus claire et une détermination intacte.

PAUVRES UTILES, SOCIÉTÉ FRAGILE : PAS D'ÉMANCIPATION SANS JUSTICE SOCIALE

Dans sa dernière chronique, Philippe Pujol, prix Albert-Londres, va droit au but : les pauvres sont utiles au système, nécessaires même à son maintien.

Utiles comme réservoir de voix pour le clientélisme politique. Utiles comme main-d'œuvre flexible pour une économie qui prospère sur la précarité. Utiles comme terrain d'implantation du banditisme qui recrute dans les fractures d'une société sans horizon. Ce constat n'est pas seulement valable pour les grandes métropoles françaises. Il résonne profondément en Corse, où l'on voit se multiplier les mêmes mécanismes : un marché du travail fragmenté, une jeunesse sans perspectives, des territoires abandonnés, un État lointain, souvent incohérent, et une élite locale plus occupée à gérer l'existant qu'à inventer l'avenir. Les précaires ne sont pas des perdants accidentels : ils sont les victimes d'un système qui a besoin de leur existence pour fonctionner. Les pauvres sont un rouage du système, une réalité insupportable mais structurelle. Pujol dit ce que beaucoup refusent d'entendre : si la pauvreté persiste, c'est parce que certains y trouvent avantage.

En Corse, l'économie dépend en partie d'emplois saisonniers, de contrats précaires, d'un logement hors de prix dont profitent quelques acteurs, et d'un sous-développement entretenu par l'État central. Les pauvres servent de variable d'ajustement, de main-d'œuvre corvéable, de justification à un discours répressif omniprésent. Et parce qu'on ne leur offre ni sécurité, ni formation, ni avenir, ceux que la société met de côté deviennent les premières proies du crime organisé, comme ailleurs dans le monde.

Faute de projet, les réseaux imposent le leur. Faute d'avenir, ils proposent un présent empoisonné. Le trafic prospère là où les institutions renoncent. Pourtant, la Corse possède des ressources uniques, aujourd'hui sous-exploitées ou détournées et le véritable enjeu consiste à sortir de la dépendance, non seulement vis-à-vis de l'État, mais aussi vis-à-vis d'un modèle économique libéral qui ne produit que précarité, rente et relégation.

Lutter contre la pauvreté en Corse, ce n'est pas «réparer» la société ; c'est refuser d'être une périphérie, un laboratoire

de la précarité, un territoire où l'on gère la misère au lieu de construire un destin. Face à cette réalité où les précaires sont maintenus dans une utilité cynique, la Corse ne peut plus se contenter de dénoncer : elle doit proposer un autre chemin. Un chemin qui rompt avec la dépendance, qui refuse le sacrifice social et qui affirme une volonté claire : libérer les individus, renforcer les communautés, reconstruire l'autonomie. La Corse doit d'abord reprendre en main ce qu'elle produit, ce qu'elle consomme, ce qu'elle valorise. Cela signifie soutenir une agriculture vivrière, ancrée dans les races locales et le pastoralisme extensif ; développer les filières courtes, la transformation sur place, les coopératives paysannes qui redonnent du pouvoir aux producteurs ; et sortir d'une économie réduite à la rente, au tourisme saisonnier, aux emplois précaires. Une économie émancipatrice est une économie qui nourrit, qui stabilise, qui forme. Une économie qui transforme la terre en avenir, et non en décor. Aucune société ne s'émancipe si sa jeunesse n'a devant elle que des contrats courts et des départs forcés.

Il faut donc instaurer un droit réel à la formation tout au long de la vie, créer des écoles de métiers insulaires – agroécologie, construction durable, énergies renouvelables, métiers de la mer – et encourager une innovation enracinée dans le territoire plutôt que déconnectée de lui.

La jeunesse corse n'a pas besoin d'être «protégée» : elle doit être armée, accompagnée, considérée comme une force motrice du pays. La culture n'est pas un supplément d'âme : c'est la colonne vertébrale de la liberté. Généraliser l'enseignement immersif en langue corse, relier culture et développement à travers des lieux de création, des médias locaux, une transmission vivante des savoirs, faire de la langue corse une langue d'usage quotidien, de travail, de création – voilà les conditions pour que le peuple corse parle de lui-même et par lui-même. Une langue vivante est un peuple debout. Une culture active est un peuple qui pense son avenir. Le trafic de



Philippe Pujol

stupéfiants, la délinquance, l'emprise du banditisme et des mafieux ne sont que les symptômes d'un abandon. Il n'y pas de fatalité insulaire. Pour la combattre, il faut reconstruire un modèle social adapté au territoire, qui ne soit pas une copie mal ajustée du modèle français ; garantir l'accès à un travail digne plutôt qu'à des dispositifs qui entretiennent la dépendance ; mobiliser les communes, les associations, les collectifs citoyens dans une action de terrain, continue, visible ; et réduire méthodiquement les zones d'ombre où prospèrent les réseaux criminels, les mafias, les parasites, les charognards. Tant que les précaires resteront utiles au système, le système ne cherchera jamais à les libérer. L'émancipation doit donc venir d'en bas : par l'éducation, l'auto-organisation, la coopérative, la commune, la participation directe.

Faire de chaque être humain non pas un administré ou un assisté, mais un acteur, un décideur, un dépositaire de sa propre dignité. La transformation ne viendra ni par décret, ni par miracle ; elle naîtra dans les villages, les quartiers, les ateliers, les exploitations, dans tout ce qui fait la trame vivante du pays.

Ce que dit Pujol éclaire une vérité que la Corse doit regarder en face : tant que la société tolérera l'utilité politique et économique des pauvres, les pauvres resteront prisonniers. Mais vouloir construire nation c'est décider autre chose.

Un peuple peut rompre avec la fatalité.

Une société peut choisir de bâtir un avenir qui ne se nourrit plus de ses blessures, mais de ses forces. La Corse peut devenir cet exemple : un territoire qui refuse de sacrifier les siens, qui protège les vulnérables, qui redonne de la dignité à ceux qu'on avait condamnés à l'invisibilité, qui construit non pas un modèle de dépendance mais un modèle d'émancipation, de justice sociale et de souveraineté.

■ JLA

UNE GUERRE LÉGITIME ?

Le 28 février dernier, les États-Unis et Israël ont conjointement pris la décision d'attaquer l'Iran par des bombardements massifs, lançant ainsi officiellement la guerre et la déstabilisation au Proche et au Moyen-Orient.



Les justifications de l'attaque sont habituelles : les Occidentaux avancent des frappes préventives en réaction à l'hostilité historique de l'Iran envers Israël et à son programme d'accès à l'arme nucléaire. Par ailleurs, le régime iranien est décrié comme tyrannique et la guerre permettrait ainsi de libérer le peuple iranien. Derrière ces arguments simplistes se cache une réalité bien plus complexe, mais aussi plus proche de la situation dans toute sa nuance. D'emblée, il convient de préciser qu'il n'est aucunement question ici de soutenir le régime des mollahs en Iran, factuellement dictatorial et à l'opposé de toutes les valeurs que nous défendons. Cependant, la géopolitique n'est pas binaire et les discours à géométrie variable ne peuvent dominer la rhétorique internationale. Sur le nucléaire iranien, ce fut déjà la justification de l'attaque américano-israélienne de juin 2025, censée – selon les mots mêmes du président Donald Trump – avoir été un succès empêchant toute perspective d'enrichissement de l'uranium iranien en vue de créer l'arme atomique. Dans ce cas, pourquoi lancer de nouveau une attaque avec ce même objectif ? De plus, les agences internationales chargées de surveiller ce risque ont garanti que l'enrichissement était encore loin d'être arrivé à terme en Iran. Enfin, la veille même des bombardements américains, les discussions diplomatiques en cours entre Américains et Iraniens pour éviter l'armement nucléaire semblaient proches d'aboutir. Cet argument ne tient plus, d'autant plus quand on se souvient des accords de 2015 où l'Iran avait accepté de renoncer à l'arme nucléaire, jusqu'à ce

que le président Trump ne rompe cet accord en 2018. Ensuite, si le régime des mollahs est bel et bien condamnable car tyrannique, ce n'est pas à une ingérence étrangère de décider du fonctionnement politique de chaque pays. Surtout quand l'indignation est à géométrie variable : certains États sont tout aussi autoritaires que l'Iran mais ne dérangent pas, étant des alliés des intérêts américains.

Autre preuve que la guerre contre l'Iran n'a aucune ambition réelle de rétablir la démocratie : l'inefficacité de cette tactique. Tous les géopolitologues pourront l'attester : dans l'histoire récente, les bombardements et les interventions étrangères n'ont jamais permis de stabiliser durablement un pays. Quand on observe l'Afghanistan, l'Irak, la Libye ou encore la Syrie, mettre fin aux régimes par la force n'a entraîné que des instabilités politiques, entre guerres civiles et crises économiques. Nous avons aussi vu récemment, avec l'exemple du Venezuela, que l'objectif réel est souvent le contrôle des ressources stratégiques, quel que soit le mode de gouvernance en place. Le président Trump a au moins le mérite d'être honnête sur ce point, et seuls les naïfs – ou ceux biberonnés aux médias partisans dominants – croient que les motivations de ces interventions sont démocratiques. Sans parler des lourds dégâts humains, notamment au sein de la population civile, provoqués par ces bombardements et largement invisibilisés pour ne montrer que les manifestations de joie iraniennes liées à l'affaiblissement du régime. Régime iranien qui a répliqué en attaquant certains voisins alliés aux Américains et qui pourrait finalement survivre à cette guerre, avec une chaîne de commandement bien plus solide que ne l'espéraient les Occidentaux. Encore une fois, le droit international n'est pas respecté. Si certains pensent que celui-ci est désormais un obstacle à dépasser, qu'ils se souviennent de ce qu'était le monde avant la mise en place de règles internationales communes. Le droit international n'est peut-être pas parfait, mais il constitue une protection

face aux actions unilatérales dictées par la loi du plus fort. Dans le cas présent, Israël semble chercher davantage à renforcer son contrôle sur la région du Proche-Orient qu'à simplement se protéger, tandis que les États-Unis visent une nouvelle fois l'appropriation de ressources énergétiques. Mais l'objectif géopolitique réel pourrait être ailleurs : affaiblir la Chine. Nous revenons ainsi à une forme de Guerre Froide déguisée. La Chine dépend fortement du pétrole iranien et le risque de pénurie devient désormais important en Asie. Par ailleurs, avec un détroit d'Ormuz affecté par cette guerre et contrôlé par l'Iran, le prix du pétrole brut a rapidement grimpé. Une flambée survenue en quelques jours alors même que le pétrole était déjà disponible, preuve de la spéculation des grands groupes pétroliers extracteurs et distributeurs de l'or noir. Ces derniers comptent encore profiter d'une crise comme ils l'ont fait lors du conflit russo-ukrainien. Pour conclure, nous voyons que le monde entier est perturbé par les vellétés impérialistes de quelques dirigeants qui n'ont guère les peuples comme priorité. Pour combattre une théocratie comme l'Iran, il serait plus efficace de soutenir les forces révolutionnaires internes par d'autres moyens et d'appliquer des sanctions économiques ciblées. Nous ne pouvons pas appeler au respect du droit international uniquement lorsque la Russie, elle aussi de manière « préventive », attaque l'Ukraine. Le camp « MAGA » du président Trump lui-même perd d'ailleurs certains soutiens, l'accusant de ne plus privilégier uniquement l'Amérique avec une guerre coûteuse au service de l'allié israélien. L'Union Européenne, quant à elle, s'est encore montrée en retrait, incapable d'adopter une réaction coordonnée et ne critiquant que partiellement la violation du droit international, allant même jusqu'à juger l'Iran responsable de la guerre. Seule l'Espagne s'est montrée véritablement indépendante et vassale de personne – rôle qu'occupait jadis la France, bien loin aujourd'hui de ses principes historiques de non-alignement.

■ MAÏ GUILLEM

VERS UNE SOLUTION POLITIQUE POUR LE PEUPLE SAHRAOUI ?



Le Maroc est en position de force dans le conflit qui l'oppose à la République Démocratique Arabe Sahraouie, avec le soutien des États-Unis. Les 8 et 9 février derniers, une réunion a eu lieu à Madrid à l'ambassade des États-Unis entre les parties : Front Polisario, Algérie, Maroc, Mauritanie. Elle a été doublée par une autre les 23 et 24 février à Washington, toujours sous les auspices de l'administration Trump.

Malgré le huis-clos, et avec la présence de Staffan de Mistura, l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations Unies pour le Sahara, il semble que l'objectif de parvenir à un accord-cadre d'ici le printemps soit atteignable.

Le document sur la table serait le plan d'autonomie marocain (40 pages) qui s'inspire des exemples internationaux comme les communautés autonomes espagnoles ou l'accord de Nouméa pour la Nouvelle Calédonie. Un pouvoir législatif complet est prévu dans les compétences non régaliennes pour une assemblée législative Sahraouie. Le retour des exilés de Tindouf est envisagé ainsi que la reconnaissance de la langue hassanya. Deux points d'achoppement existent pour

le moment. Le Maroc veut que l'exécutif local soit confié à un gouverneur (wali) investi par le Roi sur le modèle régional marocain. Le Maroc craint sur ce point une contagion aux autres régions marocaines. Le Front Polisario souhaite que cet exécutif émane de l'Assemblée Régionale, ce qui est parfaitement légitime.

Deuxième problème celui du référendum. Le Polisario et l'Algérie, qui parlaient d'une même voix, ont évoqué l'autodétermination du peuple sahraoui avec un référendum local. Le Maroc a prévu un référendum sur l'ensemble du Maroc. Contrairement à la résolution 2797 des Nations Unies du 31 octobre 2025, qui appelait avec prudence à des négociations

« prenant pour base » le plan marocain d'autonomie, on comprend que le plan d'autonomie du Maroc, est « le seul document sur la table » et que les États-Unis poussent pour le moins de concessions possibles. L'autonomie est ainsi conçue comme une solution définitive sans véritable référendum d'autodétermination.

De prochaines réunions sont prévues, nous suivrons ce dossier.

■ GD

Sources : presse internationale, en particulier le site Atalayar Entre Deux Rives et Orient XXI.

Fouad Ali Al-Himma est le principal conseiller du roi Mohammed VI, qui suit ce dossier. Les noms des négociateurs pour le Polisario ne sont pas connus et ce dernier ne communique pas à ce stade des négociations.

UN HOMME LIBRE



Ce qu'il faut à la Corse c'est un pouvoir corse qui doit faire la politique du peuple corse et de la Corse entière.

C'est par cette phrase, prononcée à l'occasion d'un débat tenu le 26 août 1978 à San Gavinu di Carbinu et portant sur la Résistance en Corse, que Léo

Micheli, secrétaire fédéral du Parti Communiste « clandestin » durant les heures sombres de l'occupation fasciste, s'illustra, témoignant outre de son engagement historique, de sa liberté de pensée politique. À ce moment, la Corse, après les événements d'Aleria, entre dans une phase de répression policière judiciaire et militaire imposée par le président français, Valéry Giscard d'Estaing. Dans ce contexte, Léo Micheli fait entendre son approche de la conjoncture, rappelant en même temps le résistant qu'il fût.

L'organisation avant tout

Son livre* témoigne certes d'une époque héroïque portée par une poignée d'hommes et de femmes, dans un contexte où, un occupant chassant l'autre, la collaboration participe aussi de la réalité politique d'un pays. Léo Micheli en atteste clairement : « Il y a toujours eu des délateurs, des gens qui écrivaient à la police ou aux autorités d'occupation pour nous dénoncer. Nous en avons eu des preuves écrites ». Pour autant, guidé à la fois par son choix philosophique socialiste, la volonté de promouvoir une société libre, et par le refus de se soumettre à l'invasion militaire, l'auteur opte pour la construction d'une force structurée, expliquée par ces mots : « Pour faire un mouvement révolutionnaire, il faut le nombre,

puis une organisation et la théorie ». Un concept naturellement d'actualité en ce ^{xxi}^e siècle. Et de préciser aussi : « On ne fait pas l'action pour l'action mais pour obéir à un projet. »

La contradiction pour avancer

Léo Micheli, tout adhérent qu'il est, adopte une maxime d'un célèbre et audacieux révolutionnaire russe : « Lénine disait que la marque d'un parti sérieux c'est sa capacité à opérer constamment un travail d'autocritique ». Et de la projeter dans notre contexte actuel ; une façon de concevoir le monde, parce que justement libre de pensée : « j'essaie de dialoguer avec moi-même et de me porter la contradiction au maximum. En cela, je suis fidèle à notre conception de la pensée et de l'action révolutionnaire qui consiste à se remettre constamment en cause. » C'est fort de cette approche qu'il faut ainsi situer son engagement, son action, ses décisions contre l'occupation fasciste, n'omettant surtout pas que, historiquement, « le fascisme et le capitalisme vont de pair ».

L'action organisée

L'auteur pose donc les jalons philosophiques et politiques de son engagement, par « le culte du peuple, de la mobilisation des gens ». Par le choix tout autant audacieux que stratégique « que la Libération de la Corse serait en premier lieu l'œuvre du peuple corse lui-même. » Et pour aboutir in fine à ce que la Corse rompt avec les chaînes de la soumission : « Nous avons quand même libéré une île qui comptait un peu plus de 200 000 habitants et qui était occupée par une troupe italienne de 80 000 soldats et une troupe allemande de 10 000 à 15 000 hommes. » Dans cette conjoncture marquée du sceau de l'insurrection, n'oublions pas toutefois, l'incroyable stupidité meurtrière « alliée » ainsi désignée : « C'est l'aviation américaine qui, alors que Bastia était libérée, a fait tomber des chapelets de bombes sur le port, la gare, le vieux Bastia et même le cimetière. » ...

Le rêve inachevé...

Un occupant chassé n'engendre pas pour autant une véritable libération et malgré le fait comme le rappelle l'auteur que ces femmes et ces hommes de l'insurrection avaient ce « rêve (qui était celui) de voir une Corse nouvelle surgir de la Libération. Une Corse qui allait se défaire socialement et politiquement du pouvoir en place, des forces qui étaient derrière ce pouvoir », les réalités systémiques françaises amèneront le pouvoir dans une logique de l'exclusion sinon de la neutralisation : « On essayait alors de mettre au ban de la société le parti des fusillés » comme on appelait alors le Parti Communiste. » Un terrible et amer constat pour ces tenants de la Résistance qui n'ont pas su véritablement porter à terme la libération nationale de la Corse malgré l'efficacité démontrée de cette stratégie politique et militaire alors adoptée : « Nous voulions que le parti et le Front National soient les deux organisations qui dirigent de manière effective l'action pour la libération de la Corse. »

En guise de conclusion

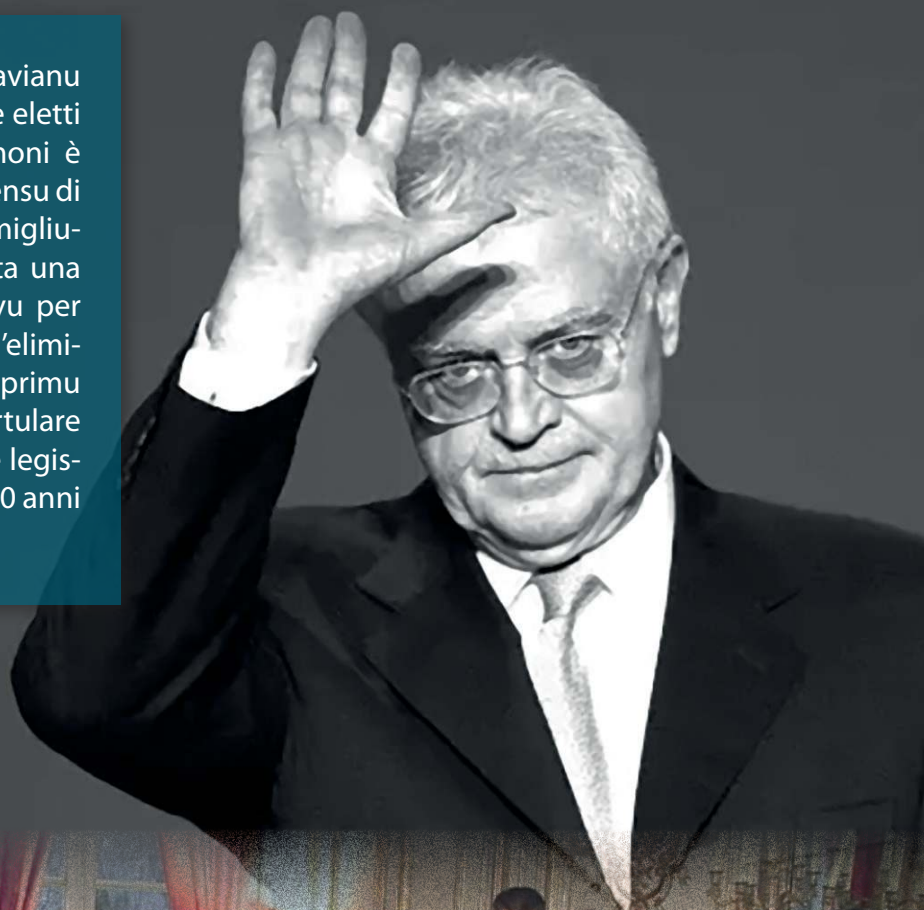
Léo Micheli défend ici sa vision, à travers la Corse, de « deux France » : « celle de la monarchie qui avait combattu Paoli et celle de la Révolution qui donnait raison aux idéaux de Paoli qui étaient bien antérieurs à la Révolution française ». Une conviction qui n'est évidemment pas la mienne, mais qui n'ôte rien à la sincérité révolutionnaire de ce militant qui, toujours à l'occasion de ce débat portant sur l'histoire de la Résistance en 1978 en Alta-Rocca, évoqua d'une lucide philosophie ce droit des peuples alors défendu au ^{xviii}^e siècle par les révolutionnaires corses. Et rappelant à cet effet que « les communistes corses ont toujours été pour ce principe ». « Un homme libre » est à découvrir pour comprendre le sens profond du choix d'avant-garde de ce « camp des partisans » qui avaient fait alors adopter de lutter et de mourir pour tous les spoliés de la terre.

* Un homme libre. Léo Micheli. Entretien avec Dominique Lanzalavi. Editions Albiana.

SI N'HÈ ANDATU LIONEL JOSPIN, L'OMU DI MATIGNON

L'anzianu primu ministru sucialistu di a Francia avia iniziatu un'andatura per una riforma stituziunale per a Corsica in u 2000.

L'inseme di i currenti di a lotta armata avianu accumpagnatu stu pruceddu incù i duie eletti nazionalisti di l'epica, Jean-Guy Talamoni è Paul Quastana. Ognunu ramenta u so sensu di e respunsabilità. Una prima tappa hà migliuratu u Statutu di a Corsica, era prevista una secunda tappa cu un putere legisciativu per l'Assemblea di Corsica in u 2004. Ma l'eliminazione di Lionel Jospin in u 2002 à u primu giru di e presidenziale hà lasciatu u cartulare in pianu. A rivendicazione di un putere legisciativu per u populu corsu ferma più di 20 anni dopu...





Si n'hè andatu à l'eternu Carlu Manenti, militanti storicu di a causa naziunali.

Hè partutu par un altru viaghju Ghjuvan Carlu Antolini, militanti storicu di a noscia lotta e babbu di Ghjuvan Filippu Antolini, anzianu prighjuneru puliticu.

Hè mortu Lavighju Casinelli, militanti di prima linea di a Balagna.

Si n'hè andatu à l'eternu Alain Cudraz. Era u cumpagnu di Maria Dumenica Fondacci e Maià Cudraz, militanti di Core in Fronte.

Hè mortu Joel Marchi. Era u frateddu di Brigitte Artily, militanti di Core In Fronte.

**À tutti, Da Per Noi manda
i so cundulianzi afflitti.**



STÉ ORI SEMPRE ESILIATU !

U nostru amicu è fruttellu di lotta, Stéphane Ori, hè sortitu ind'a serata di u 23 d'ottobre di u 2025, di a prigiò di La Santé in Parigi. Hè statu più d'un annu è mezu incarceratu cù un cartulare viotu. Ferma sott'à cuntrollu incù u braccialettu elettronicu è sterà in a cità di Aix en Provence, induve puderà travaglià. Pensemu à i so parenti, à a so moglie, i so figlioli, a so surella è à l'inseme di i soii chì l'anu sempre accompagnatu. Salutemu, dinò, tutti quelli chì l'anu aiutatu, dipoi marzu di u 2024.

Cuntinueghja u cumbattu ghjudiziariu pè a so libertà.

À u Statu francese dimu chì a ripressione ùn serà mai una suluzione pulitica à a quistione naziunale corsa.

SUSTENITE



Aiutu.Paisanu



aiutupaisanu@gmail.com

ADERITE



coreinfronte



coreinfronte@gmail.com